

*Le budget*

**M. Richardson:** Exactement. Il permet de recueillir ces recettes.

**Une voix:** Que faites-vous depuis six ans?

**M. Richardson:** Je vais vous le dire. Le député veut savoir ce que nous faisons depuis six ans. Nous essayons de sortir le Canada du pétrin. Ce n'est pas facile. Michael Wilson n'est pas parvenu à un excédent de fonctionnement avant 1987. Comme le budget le démontre, nous maintenons un excédent, qui est de 9 milliards cette année, de telle sorte que, en 1995-1996, nous pourrions commencer à éponger une partie du capital de la dette nationale.

En trois ans nous avons transformé le déficit de fonctionnement en excédent. Cette année, le gouvernement percevra 9 milliards de plus qu'il ne dépense pour les programmes, un redressement de 25 milliards, un exploit tout à fait remarquable en si peu de temps.

L'excédent de fonctionnement n'est pas la fin de nos misères. Notre pays a tout de même accumulé, en 20 ans de déficits, une dette de 350 milliards: 200 milliards que nous a légués notre prodigue prédécesseur, plus les intérêts composés sur cette dette. En fait, 80 p. 100 de l'accroissement de la dette depuis 1984 est attribuable aux seuls frais d'intérêt. Ce qui explique pourquoi, malgré un excédent de fonctionnement de plus en plus fort, le déficit cette année est de 30 milliards. Ce ne sont que des intérêts.

Trois solutions s'offrent à quiconque est endetté: accroître les revenus, réduire les dépenses ou vendre des éléments d'actif. C'est en appliquant les trois méthodes que le gouvernement a accompli jusqu'ici des progrès aussi remarquables.

Dans les années 70 et au début des années 80, les rentrées dans le Trésor fédéral déclinaient à cause des règles fiscales ésothériques, des exemptions et des échappatoires, des dégrèvements spéciaux, des faiblesses endémiques de la taxe sur les ventes des fabricants et des répercussions directes et indirectes de la récession de 1981-1982.

En novembre 1984, nous avons présenté des mesures qui ont hissé les recettes aux mêmes niveaux, en moyenne, que ceux des années 70. Ces mesures ont contribué à abaisser le déficit national, de 38,3 milliards en 1984-1985 à 30,5 milliards dans le budget de 1989-1990, soit près de 8 milliards. Le déficit ne représente plus que 4,7 p. 100 du PNB en 1990, soit 45 p. 100 de moins.

Nous avons accru les recettes, pas en escroquant les contribuables, mais en rationalisant le système, en le rendant plus juste et plus fiable. La mise en oeuvre de la taxe sur les produits et services est un élément clé de ce processus. Nos politiques de réforme fiscale ont été efficaces. Il reste peu à faire sur ce chapitre. C'est pour cette raison que le dernier budget ne prévoit ni taxe ni impôt nouveaux.

Le budget prévoit principalement des réductions de dépenses et des compressions dans les dépenses gouvernementales. Il n'y a rien de nouveau ou de surprenant à cela. Qui veut éliminer un déficit doit forcément freiner les dépenses, sans compter que cette mesure nous donne la souplesse voulue pour nous attaquer à la réduction de la dette.

Au cours de tous les exercices budgétaires écoulés depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement conservateur a réduit les dépenses et fait échec à leur croissance, tant et si bien que nous avons aujourd'hui un excédent d'exploitation. La réduction du déficit est attribuable à la compression des dépenses gouvernementales dans une proportion de 70 p. 100. Seulement la différence de 30 p. 100 découle de l'augmentation des recettes.

Depuis 1984, la croissance des dépenses à l'égard de tous les programmes et services gouvernementaux a été maintenue bien au-dessous du taux de croissance de l'économie et de l'inflation. Les sommes affectées aux opérations gouvernementales sont passées de 17,4 milliards de dollars en 1984 à 16,8 milliards aujourd'hui, en dépit de l'accroissement de la charge de travail. L'effectif de la fonction publique a été réduit de 12 000 années-personnes et ramené ainsi à ce qu'il était en 1973, malgré le fait que la population canadienne ait augmenté de 20 p. 100 depuis.

Certains m'ont dit: «C'est bien beau, tout ça. Vous dites avoir réduit de 12 000 l'effectif de la fonction publique depuis 1984, mais certains employés dans les ministères n'ont-ils pas tout simplement été remplacés par des contractuels?» Non, ce n'est pas ce qui s'est fait. Lorsque nous avons enlevé ces années-personnes aux ministères, nous leur avons aussi enlevé le budget qui permettait de payer le salaire de ces employés. Aujourd'hui, quiconque veut embaucher quelqu'un à contrat dans un ministère doit trouver les fonds nécessaires ailleurs dans le budget du ministère.

• (1740)

Une discipline rigide et une bonne gestion ont permis de réduire les dépenses de programmes qui sont passées de 19,5 p. 100 de l'économie en 1984 à 16 p. 100 cette année. Ce niveau est le plus bas des presque 20 dernières années et représente une baisse de 22 milliards. Depuis 1984, le gouvernement a augmenté ses dépenses de programmes de seulement 3,6 p. 100 par année, soit sensible-